

CIBLE

Despote

Deux arrêts du Conseil d'État, portant sur les dates d'ouverture et de clôture de la chasse pour certains gibiers, viennent de confirmer une évolution juridique inacceptable. Cette évolution consiste à déposer le Parlement français de son pouvoir législatif, et à soumettre la loi votée à une directive émise par la Commission européenne.

Il s'agit là d'une interprétation abusive de notre Constitution, qui établit la supériorité des traités internationaux (et non des directives bureaucratiques) sur la loi nationale. Cette interprétation procède du laxisme de hautes juridictions qui acceptent l'extension induite du champ d'application des directives européennes. La technicité du débat a longtemps dérouté. Le fait qu'il porte sur le droit de chasse lui donne un caractère concret. Chaque citoyen voit désormais que nous vivons de plus en plus sous un régime despotique d'une bureaucratie supranationale. Chaque citoyen, chasseur ou non chasseur, sait qu'il doit se mobiliser pour que le Parlement français retrouve la plénitude de son rôle, et la nation son entière souveraineté.

RETRAITES

La comédie des fonds de pension

Identité

**L'angoisse
allemande**

p.8

Monarchie

**Philippe et
Mathilde**

p.12

Votre article intitulé « *De Stéphane Bern et des Bourbons* » ressemble à un avis d'excommunication. Il illustre parfaitement la morale selon laquelle « qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage ». Tout est bon pour me désigner auprès de vos lecteurs comme un bouc émissaire, chargé des crimes et fautes que vous ne pouvez imputer - et pour cause ! - ni aux malversations financières de feu le comte de Paris ni à votre propre incurie politique. Qui est celui d'entre nous qui a disjoncté ? Vous ne reculez devant rien, surtout pas les attaques personnelles, au risque de tisser une broderie de mensonges éhontés et de réécrire mon histoire en vous attribuant mes mérites personnels. Chacun sait lequel d'entre nous à le plus participé à populariser en France l'idée de la monarchie ! Mais je ne m'abaisserai pas à répondre à chacune de vos ignominies, même s'il me peine de vérifier, à la lecture de votre article, « qu'on n'est jamais trahi que par les siens »...

Les propos violents que vous tenez à mon propos sont insultants, diffamatoires et attentatoires à mon honneur de journaliste intègre ; ils ont un prétexte : l'indignation, et une origine véritable, la peur. Je passerai sur l'indignation forcée ; elle est tissée du dépit même que vous me reprochez. Mais pour la peur, j'entends bien la pointer du doigt. Oui, vous avez peur : peur que la vérité ne vienne à éclater sur le défunt comte de Paris, dont vous continuez, en dépit de tout et particulièrement de l'enquête de justice qui met en lumière les évènements fiscaux, l'escamotage scandaleux de l'héritage, la vente abusive du patrimoine historique et familial..., à révéler la mémoire ; peur que la lumière ne soit faite sur la complicité d'un certain nombre de vos amis dans des attitudes bien peu dignes d'un chef de la Maison de France ; peur, tout simplement, de perdre vos abonnés et vos adhérents, et avec eux l'illusion de demeurer utiles.

Militant de la NAR depuis 1981, fondateur des Amis de la Maison de France trois ans plus tard, je n'ai jamais renié ces attaches même lorsque poursuivant ma carrière de journaliste à TF1 et au *Figaro* j'ai ouvert les yeux sur des vérités que vous persistez à ne pas voir, faisant mienne la devise du quotidien dont je suis rédacteur en chef adjoint, « sans liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur ». Pourtant, après avoir avalé beaucoup de couleuvres par fidélité, j'ai été

Réponse de Stéphane Bern

Par une décision unanime du Comité Directeur, Stéphane Bern a été exclu de la Nouvelle Action Royaliste le 23 novembre dernier. Dans *Royaliste* 738 du 29 novembre cette décision était expliquée à nos lecteurs. Stéphane Bern nous a fait parvenir une réponse que nous publions ici en dépit de sa longueur contraire à la loi.

Nous ne polémiquerons pas avec lui mais précisons que nous maintenons bien entendu intégralement les termes de notre article et les reproches que nous y avons formulés.

contraint de quitter l'association que j'avais créée, le Prince me faisant alors payer le prix de mes mises en garde contre les risques qu'il prenait de voir un jour la vérité éclater sur ses ténébreuses affaires. Non, Monsieur, moi, je n'ai aucun compte à régler. Je ne cherche pas plus à me venger. De quoi, d'ailleurs ? Je ne suis attaché qu'à la vérité. Elle ne m'effraie pas, bien au contraire, ne lui ai-je pas voué ma carrière ? Comment avez-vous pu croire un seul instant que j'allais, dans ces conditions - et pour reprendre votre expression hideuse - me « tenir tranquille » ? Tant qu'il y aura des vérités à dire sur des Princes qui ne se sont pas hissés à la hauteur de leur nom, vous pouvez compter sur moi pour les clamer haut et fort, tant il est vrai que l'institution royale doit rester vierge de toute compromission et malhonnêteté.

Des années durant, comme vous, j'ai assisté aux premières loges, à la démolition en règle de la Maison de France par son propre Chef, avec le concours actif de sa gouvernante, et la coupable complaisance de tous ceux qui n'osaient, en vils courtisans, le mettre en garde. Je ne prétends pas m'exclure entièrement de ces derniers ; comme beaucoup des sympathisants de la cause royaliste, j'ai commencé, en effet, par me voiler la face. Longtemps je me suis tu. Cela ne m'empêchait pas de souffrir en moi-même, et de me lamenter devant l'énorme duperie de tous ces militants se dévouant pour un homme qui était habité par le désir de tout détruire. Le roi était nu, mais la Cour continuait de vanter la splendeur de ses habits.

Cet homme, dans ses dernières années, n'était plus animé que de la sourde volonté de liquider l'héritage sacré des rois de France. Ce faisant, il voulait s'assurer qu'aucun de ses descendants ne réussirait là où il avait

échoué lui-même. Des actes graves ont été commis, qu'on a toujours occultés de son vivant. Il ne s'agit plus ici de porter atteinte à la mémoire d'un défunt, mais de laisser la justice, dans un État de droit, poursuivre son enquête. Comment, vous qui ne cessez de lancer des anathèmes à l'encontre des mauvais républicains, pouvez-vous refuser que tôt ou tard, la vérité finisse par triompher ? Grâce au combat courageux de plusieurs de ses propres enfants, auxquels le nouveau comte de Paris semble se rallier aujourd'hui, la face sombre du prince défunt apparaît au grand jour. Le constater, le souligner même, ne me paraît en rien porter atteinte aux principes que j'ai toujours défendus. L'idée monarchique est bien trop pure, trop grande et trop vive, pour pâtir tant soit peu d'affaires aussi médiocres. Simplement cela vous ennuie, car « ça casse votre baraque ». Après la mort de la princesse de Galles, vous auriez été bien inspirés de méditer la réflexion de la reine Elizabeth : « Toute institution, fût-elle la monarchie, est critiquable. Cela doit lui permettre d'évoluer avec son temps »... Je crains que la NAR n'ait pas eu cette capacité au fil des années !

Vous me reprochez d'entamer le crédit de la royauté. Comment pouvez-vous prétendre cela de bonne foi ? Chaque jour, je me dépense sans compter, auprès du plus vaste public - de quatre à dix millions de téléspectateurs selon les émissions que j'anime - pour en faire progresser l'idée dans les consciences, et la populariser. Il y a quelques mois, quand le monde déplora la perte du roi Hussein de Jordanie, puis celle du roi Hassan du Maroc, j'ai saisi ces occasions pour montrer aux Français qu'en monarchie, la succession dynastique s'accomplit dans la paix civile. Récemment, lors des mariages du

prince Edward d'Angleterre et du prince héritier Philippe de Belgique, j'ai profité de l'antenne pour expliquer le rôle de la monarchie comme facteur d'unité nationale et vecteur du changement dans la continuité... Ne m'en veuillez pas, si ma voix, dans ces moments de forte audience, comme dans tous les autres d'ailleurs, a passablement couvert la vôtre. Où étiez-vous alors, pour m'encourager dans la voie, ô combien difficile, sur laquelle je m'étais engagé, non pour brasser des théories devant un cénacle d'initiés, mais pour célébrer les vertus monarchiques à l'adresse de toute la nation. Vous étiez sans doute trop occupés à vous crispier sur l'héritage flétri d'un prince rejeté. Vous saluez-vous seulement des mots qu'employait feu le comte de Paris pour évoquer sa conception de la légitimité ? « Elle se dissout lorsqu'il n'y a plus de service rendu à la nation ».

Vos beaux discours, vos sermons, vos théories et vos chimères ne sont rien, s'ils ne supportent pas l'épreuve toute simple de la vérité. Et la vérité, c'est que la Famille d'Orléans a aujourd'hui perdu la confiance, l'estime et le respect du peuple sur lequel elle prétendait régner un jour. Comble du paradoxe, c'est moi qui suis tant exposé, moi qui ai tant à perdre comme modeste « employé de la maison Bouygues », qui suis obligé de prendre mon courage à deux mains pour le dire. Quant à vous, vous préférez mentir, louvoyer et dissimuler. Le dernier carré de vos partisans ne méritait pas cela. Plus que moi, vous risquez de vous retrouver seuls.

En vous lisant, je n'ai ressenti que honte et tristesse. J'ai eu honte pour vous. Mais c'est pour les royalistes que je suis triste.

Stéphane BERN

P.S. : Apprenez, pour votre information, que le prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou, aîné de la branche aînée, possède un passeport français comme vous et moi - et comme tous ceux, d'origine étrangère, que vous voulez intégrer - et qu'il accomplit en France une partie de ses obligations militaires. Contrairement à vos allégations, je ne suis tenu envers lui par aucun serment d'allégeance ; mais je n'en considère pas moins qu'il représente, par sa vigueur, sa rectitude morale et sa présence constante auprès des Français, un miraculeux rayon de soleil dans le paysage, actuellement bien ternes, de la monarchie française.

Mondialisation

Résistances nationales

Il faut résister à l'idéologie du marché mondialisé et aux pratiques destructrices qu'elle inspire. Mais cette résistance salutaire ne peut faire l'impasse sur les États et les nations, qui constituent quoi qu'on en dise les obstacles les plus solides à l'ultra-libéralisme.

D'abord ces images qui nous venaient de Seattle, le 30 novembre : bataille de rue, répression policière, et pour finir état de siège. Comme toujours, la machinerie ultra-libérale ne peut fonctionner que sous la protection de la police et de l'armée. Aux États-Unis, on tue lorsque des foules en colère descendent dans la rue pour protester contre les « plans de stabilisation » imposés par le FMI. Même logique d'appauvrissement et de misère, même aboutissement violent - à des degrés divers (1). Face à un tel système les manifestations tranquilles et les déclarations moralisantes sont dépourvues d'effets : la radicalisation de la lutte est une nécessité.

Bien entendu, l'éméute n'est que la forme ultime de cette radicalisation qui doit essentiellement se manifester sur le plan politique. De quelles manières ? La critique de l'ultra-libéralisme étant faite, et ses dégâts étant régulière-

ment dénoncés, l'effort doit maintenant porter sur les modalités concrètes de la résistance. De ce point de vue, beaucoup reste à faire car le mouvement de contestation de l'O.M.C. (auquel la Nouvelle Action royaliste participe, évidemment), se développe dans l'illusion lyrique - celle qui accompagne toujours les rassemblements unanimes, avant qu'ils ne se fragmentent brutalement à cause de leurs contradictions internes et de la faiblesse de leurs propositions. Faiblesses ? La taxe Tobin sur les mouvements de capitaux est une proposition sympathique qui vaut mieux que rien. Mais elle ne peut enrayer la mécanique ultra-libérale, afin de la détruire. Un prélèvement exceptionnel sur les revenus des proxénètes, assorti d'une taxe sur leurs investissements, ferait-il disparaître la prostitution ? En plus des mesures fiscales, il faut lutter pour un contrôle rigoureux des mouvements de capitaux et pour une protection commerciale communautaire (« la préférence communau-

taire ») à l'échelle d'une Europe élargie à l'ensemble de notre continent. Ce n'est pas la seule spéculation qui est en cause, c'est le laisser-fairisme généralisé qui est l'ennemi (2).

Contradictions internes ? On ne peut être à la fois membre d'un gouvernement qui accepte de se plier à la logique de l'ultra-libéralisme, et descendre dans la rue pour pleurnicher sur les malheurs du monde mondialisé. Face à la violence ultra-libérale, il n'y a pas de compromis possible : entre une poignée de dirigeants opportunistes et leurs propres principes, les Verts et les communistes devraient avoir le courage de faire des choix explicites.

Illusions lyriques ? On ne peut lutter contre la mondialisation du Capital par la fiction d'une « mondialisation citoyenne », d'une mobilisation de la « société civile » mondiale et autres faïsses répandues à profusion par la presse libérale-libertaire. Affirmer que l'État-nation est une « croyance mythique » selon l'expression de José Bové, c'est entrer dans la logique ultra-libérale qui ne peut s'imposer sans affaiblir au maximum les États et les nations. Économiques, politiques ou militaires, les impérialismes modernes ont toujours été vaincus par des mouvements de résistance nationale (qui n'excluent pas les solidarités internationales) et par des gouvernements nationaux.

Sylvie FERNOY

(1) Ce qui rend littéralement écoeurante l'apologie de Michel Camdessus, signée par Christian Sautter dans *Le Monde* du 11 novembre 1999.

(2) Cf. le nouveau livre de Maurice Allais, économiste véritable et authentiquement libéral : « *La Mondialisation* », Éd. Clément Juglar, 1999, prix franco : 235 F.

OMC

L'échec

Quant à l'échec de la conférence de Seattle, il n'y a pas lieu de s'attrister : un succès des négociations se serait traduit par une aggravation de la concurrence. Mais il ne faudrait trop se réjouir : la logique ultra-libérale continuera de produire ses effets désastreux. Il suffirait donc de tirer un trait si cet échec rapide et piteux ne faisait pas l'objet d'interprétations fallacieuses. Ainsi *Le Monde* (5-6/12/99) qui proclame que « *Les ONG l'ont emporté sur l'OMC, la société civile sur les bureaucraties et les États* ».

Sur le plan militant, les manifestations de Seattle n'ont rassemblé que quelques dizaines de milliers de personnes (rien à voir avec la protestation massive contre l'engagement américain au Viêt-nam), et une dizaine de milliers (nous en étions) à Paris. Pour la plupart, les organisations qui défilaient étaient celles de l'extrême gauche classique (trotskiste, libertaire...) qu'il est difficile de ranger parmi les ONG représentatives d'une paisible « société civile » mondialisée.

Sur le plan politique, comment oublier que l'OMC réunit des États et des groupes d'États qui confrontent des intérêts nationaux ? Porté à la complaisance envers les Américains, le calamiteux Pascal Lamy (qui représentait l'Union européenne) a été rappelé à l'ordre par les représentants des États européens et la conférence a échoué lorsqu'il est apparu qu'il n'y avait pas de compromis possible entre ces États et les États-Unis. L'engagement politique contre l'ultra-libéralisme n'a que faire de la démagogie des messieurs du *Monde*.

Annette DELRANCK

royaliste
D. MATHIEU - D. BERTIN - P. POLTQUE - B. BERTIN - R. RENOUY

SOMMAIRE : p.3 : Résistances nationales - p.4 : Camba - Le chômage c'est très mauvais pour la santé... - p.5 : Le monde vu par Seattle - p.6/7 : La comédie des fonds de pension - p.8 : L'angoisse allemande - p.9 : La force Castoriadis - p.10 : Un livre portrait - Les Catilinaires - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Philippe et Mathilde.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs.
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Vient de paraître

Xavier Walter
Conversations avec
Henri Comte de Paris
pour un
testament politique

Prix franco : 127 F

Camba

Le chômage, c'est très mauvais pour la santé...

Le mouvement « Un travail pour chacun », que préside Jacques Nikonoff, organisait fin octobre à l'Assemblée nationale un colloque sur le thème de « Chômagés et souffrances ».

Médecins généralistes et spécialistes, mais aussi travailleurs sociaux et même policiers ont décrit à cette occasion les ravages épouvantables que provoque le chômage sur la santé des individus.

C'est un médecin de campagne qui parle. Avec des mots qui décrivent une commune et banale expérience de généraliste dans une petite ville rurale du Maine-et-Loire, avec un quotidien de petits bobos et d'immenses détresses : « Pas plus tard qu'hier soir, j'ai été appelé d'urgence dans une famille. Le père chômeur a subitement pété les plombs et s'est mis à cogner sa femme... ».

Et de décrire sa peur et celle du travailleur social qui a tenté de s'interposer, les gendarmes qu'il a fallu appeler en urgence, le bonhomme jeté en prison, l'épouse dont la raison a capitulé pour de bon et qu'on a internée, les enfants placés, la famille brisée... Quelques minutes plus tard, le même soir, il était auprès d'une jeune femme, au chômage également, que sa famille a subitement retrouvée prostrée sur son lit, au point qu'elle ne voulait plus ouvrir les yeux. Une soirée de chômeurs, comme par hasard... Bien sûr, tout cela n'a hélas rien d'exceptionnel. Tous les médecins côtoient ces situations et la technique médicale dispose d'ailleurs de réponses thérapeutiques qui ne sont pas, sans effet : « Les médicaments, ça calme les pleurs. Et ça donne un peu confiance pour le lendemain ».

Seulement, il y a maintenant des médecins qui s'interrogent : à quoi sert de continuer à soigner ou à soulager la souffrance (rappelons qu'un Français sur six consomme des anxiolytiques), alors que la machine à exclure produit des malades à tour de bras ? Il se trouve simplement que ces médecins commencent à s'effrayer des dégâts considérables causés par le chômage, sur un strict plan médical et accessoirement sur les finances de la Sécurité sociale.

État des lieux

C'était d'ailleurs la raison d'être de ce colloque : dresser un état des lieux de la recherche scientifique en lien avec le chômage. Et le bilan est déjà accablant : le chômeur souffre, dans son corps et dans sa tête et les conséquences sont parfois gravissimes pour sa santé. Un chômeur, c'est quelqu'un qui ne se soigne pas assez par manque d'argent (la vue en raison du coût des lunettes et les dents notamment). Il est statistiquement bien plus fragile aux cancers et aux maladies cardio-vasculaires, aux ulcères... Il est dépendant aux toxiques que sont le tabac, l'alcool, les médicaments ou la drogue (près de la moitié des dépendants alcooliques sont inactifs). Il souffre plus fréquemment de troubles de la personnalité et de la sexualité. La « casse » n'est pas moins terrible au niveau du mental et du psychisme : angoisse, dépression, stress... dans des proportions parfois inimaginables. Le docteur de Doué

raconte l'histoire d'un de ses patients qui a tenté de mettre fin à ses jours dans une forêt proche. Pendant des mois, l'homme n'avait pas osé dire chez lui qu'il avait été licencié. Il partait tous les matins comme s'il allait embaucher et revenait tard le soir pour donner le change. La comédie a cessé lorsque, au bout de sa solitude, il a cherché à se pendre, à un arbre.

Nos politiques savent cela. Faut-il rappeler que près d'un tiers des députés appartiennent au corps médical. C'est énorme. Et pourtant l'assommoir continue. Le petit docteur de Doué a une jolie phrase : « Un homme n'est qu'un homme s'il est sans projet ». Les médecins savent qu'un individu sans but ni avenir a nécessairement une santé vacillante. C'est certain pour le chômage, mais qui comptera également la souffrance physique et mentale de ceux qu'on parque dans des formations sciemment inutiles, ou celle de la foule des emplois intérimaires ou de ces jeunes qu'on occupe dans des « emplois-jeunes » et qui se trouvent privés de tout projet personnel au-delà de quatre ou cinq ans.

Le travail c'est la santé. Le chômage, c'est l'inverse.

Paul GILLES

Vous avez une adresse électronique ?

Abonnez-vous gratuitement à notre liste de diffusion d'« Actualités royalistes »

Il suffit de nous envoyer un courriel à royaliste@multimania.com

Le monde vu par Seattle

Jamais on n'aura autant parlé des « plus pauvres » qu'à la réunion de l'Organisation mondiale du Commerce à Seattle. Le pauvre n'y était pourtant que l'alibi des plus riches.

Les pays « pauvres » sont, faut-il le rappeler, majoritaires à l'OMC. En effet, contrairement au Fonds Monétaire International (FMI) où les droits de vote sont proportionnels au capital, le poids de chacun n'est pas mesuré à sa part dans le commerce mondial. On a répété à loisir que les échanges des 48 pays les moins avancés ne représentent que 0,5 % du commerce mondial, l'Afrique entière moins de 1 %. La différence entre les deux institutions vient de ce que, au FMI les États restent maîtres de leurs réserves monétaires tandis que, dans l'OMC, ce sont les entreprises et non les États qui sont les acteurs du commerce. Les États favorisent un environnement propice aux échanges en agissant sur les barrières tarifaires ou les avantages fiscaux, mais ils ne prennent pas eux-mêmes les décisions d'investissement.

En cela, il est parfaitement illusoire de croire que les négociations de Seattle pouvaient modifier la situation des plus pauvres. L'argument qui consiste pour les gros exportateurs à embrigader ces pays dans leur campagne contre la politique agricole commune européenne est entièrement coulé de fil blanc. Les pays pauvres sont les premières victimes de la libéralisation de la commercialisation des produits agricoles. Peut-être exporteront-ils - par multinationales interposées - plus librement sur le marché mondial mais, auparavant, leurs structures sociales auront été profondément déstabilisées par les nouvelles méthodes de production et de commercialisation internationales.

M. Mike Moore, nouveau directeur général de l'OMC, qui, fort de ses convictions de travailliste néo-zélandais, utilise le plus démagogiquement l'argument de la pauvreté des nations au profit de l'internationalisme commercial, a le front de citer en modèle la jurisprudence qui a donné raison au Chili et au Pérou contre l'Union européenne sur un différend concernant les coquilles Saint-Jacques. Que ne cite-t-il celle qui, dans la querelle de la banane, a donné raison aux trusts nord-américains cachés derrière certains États d'Amérique centrale, contre la même Union européenne, et surtout les pays d'Afrique occidentale.

La réunion de Seattle ne suscite d'ailleurs qu'un intérêt mitigé dans les milieux dirigeants américains dans la mesure où elle gêne la candidature démocrate. Indépendamment des courants de gauche ou environnementalistes, l'OMC participe du même discrédit que les Nations Unies au Congrès américain dominé par les Républicains qui souhaitent revenir au vieil unilatéralisme. Les États-Unis se feront plus que discrets toute l'année 2000, année électorale.

Le seul intérêt immédiat de Washington dans la tenue de la réunion de Seattle était la carotte que constituait cette échéance pour la signature d'un accord bilatéral avec la Chine. L'objectif de l'administration Clinton n'était pas tant l'OMC que l'ouverture du marché chinois aux sociétés américaines afin de redresser

quelque peu l'énorme déficit commercial américain : vingt milliards de dollars l'an dernier et semble-t-il près de sept milliards en septembre : quand on sait que deux jouets sur trois vendus aux États-Unis sont « made in China » ! L'Amérique poursuit son vieux rêve de la « porte ouverte » datant de la 1ère république chinoise par opposition aux privilèges commerciaux des puissances européennes et du Japon. L'ouverture de la Chine a pour la première fois en 1993 égalé le niveau record atteint en 1928 : 2,3 % du commerce mondial. Par comparaison, l'Inde, à puissance comparable, n'en est qu'à 0,6 % chiffre qui était celui de la Chine avant les réformes. Axée à juste titre sur son marché intérieur, elle est grâce à cela largement demeurée en marge de la crise asiatique. Inversement, l'entrée de la Chine à l'OMC fragilise le yuan.

Tout ceci, pays les moins avancés, pays émergents, Chine, Inde ou même Russie, ne pèse au total pas lourd dans l'actuelle configuration du commerce international qui demeure pour l'essentiel une affaire transatlantique américano-européenne (2/5 du commerce mondial). Il n'en reste pas moins qu'elle n'est pas politiquement neutre. L'arme du commerce y est clairement politique, ici comme chez nous, même si cela a moins paru jusqu'à Seattle. L'Europe ne doit pas être dupe et dissocier artificiellement le mandat commercial de la Commission européenne et le mandat politique. A ce prix seulement sera-t-elle capable de retourner les arguments de « nantis » qu'on lui oppose.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - La reine Élisabeth II a choisi de commencer sa soirée du 31 décembre par une visite à Southwark Street au foyer Crisis qui héberge des exclus de la société libérale (sans-abris, misérables, clochards, drogués) avec lesquels elle partagera le thé traditionnel.

♦ **ALBANIE** - En juillet 1997, le roi Leka 1er qui avait participé d'une manière très active à la campagne du référendum sur la monarchie, avait organisé une manifestation de protestation contre les résultats, truqués selon lui, de ce référendum. C'est le prétexte de cette manifestation non autorisée qu'a choisi le gouvernement albanais pour lui intenter un procès et le faire condamner, le 25 novembre dernier, à trois ans de prison ferme. Il s'agit en fait d'une manœuvre destinée essentiellement à empêcher le souverain de retourner dans son pays où il jouit d'une grande popularité qui porte ombrage au pouvoir néo-communiste de Tirana.

♦ **JORDANIE** - A l'ouverture à Amman d'un forum international sur la paix et la coopération entre les religions, le roi Abdallah II de Jordanie a appelé Israël à partager Jérusalem avec les Palestiniens pour garantir la paix dans la région, « Jérusalem est trop sacrée et trop symbolique pour appartenir à une seule partie, Jérusalem peut abriter deux capitales, une pour les Palestiniens et l'autre pour Israël, et appartenir en même temps à l'ensemble du monde » a déclaré le roi devant le millier de participants à la rencontre, représentant une quinzaine de confessions.

♦ **BELGIQUE** - Selon un sondage réalisé fin octobre par l'institut Dimarso pour *Le Soir* et *De Standaard*, seuls 14,2 % des Belges déclarent préférer un président élu à un roi désigné par la naissance. Le pourcentage des républicains est un peu plus élevé chez les Flamands (15,3 %) que chez les Wallons (12,7 %).

♦ **YOUgoslavie** - A l'invitation du prince Alexandre de Yougoslavie, des représentants des partis démocratiques et de la diaspora serbes se sont réunis à Budapest. A cette occasion de prince Alexandre a accordé un entretien au journal *Magyar Hirlap* dans lequel il a déclaré : « Retourner en Serbie est l'un de mes rêves. Mais je suis qu'un avocat de la démocratie. Nous devons couronner la démocratie. Je ne pourrais participer à aucun nouveau régime qui ne respecterait pas la volonté des citoyens. Je pense que viendra le moment pour moi de retourner en Yougoslavie et de proposer mes services ».

Jacques BLANGY

La comédie des fonds de pension

Ancien ouvrier spécialisé, puis élève de l'É.N.A., Jacques Nikonoff a été attaché financier et représentant de la Caisse des Dépôts aux États-Unis pendant plusieurs années. Il a donc une connaissance très concrète des marchés financiers et du système anglo-saxon des fonds de pension que le milieu dirigeant voudrait importer en France. Auteur d'un excellent ouvrage sur le sujet, le président du mouvement « Un travail pour chacun » mène une campagne justifiée contre ce système inutile et à tous égards dangereux, comme il l'explique dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder.

■ **Royaliste : Le gouvernement est décidé à créer des fonds de pension. Quels sont ses arguments ?**

Jacques Nikonoff : Les arguments en faveur des fonds de pension sont développés dans deux documents publics : le rapport du Conseil d'analyse économique intitulé « Épargne et retraites », et l'inénarrable rapport Charpin. Le raisonnement de base est simpliste : il y aurait un vieillissement de la population, qui provoquerait un choc démographique, lequel créerait un déséquilibre dans le financement des retraites - puisque les actifs ne seraient plus assez nombreux pour les payer. Il faudrait donc allonger la durée des cotisations à 42 ans et demi - c'est la proposition du rapport Charpin - et créer des fonds de pension, ce que propose le Conseil d'analyse économique.

■ **Royaliste : Vous n'hésitez pas à dénoncer une escroquerie intellectuelle. Pourquoi ?**

Jacques Nikonoff : On tente de transformer en menace une chose extraordinaire qui s'appelle l'allongement de l'espérance de vie. Au lieu de montrer le caractère magnifique de l'allongement de la durée de la vie, on mène une campagne d'affolement de la population, qui est mise en garde contre son vieillissement. Cette notion est tout à fait relative : aujourd'hui, un

homme ou une femme de soixante-dix ans est en général dans une telle condition physique et intellectuelle qu'on ne peut plus parler de vieillesse comme on en parlait il y a cinquante ou cent ans. Savez-vous que c'est à l'époque de Colbert qu'on a pris l'habitude de fixer l'âge de la vieillesse à soixante ans ? Au-delà, on jugeait alors qu'un homme ne pouvait plus porter les armes. Nous avons conservé ce repère, qui n'a aujourd'hui plus aucun sens. En fait, cette notion de « vieillissement » correspond à la conception sacrificielle qui a cours dans les élites : le progrès n'est plus possible, il est même condamnable ; l'allongement de l'espérance de vie a donc un caractère obscène qui doit être effacé à tout prix par une présentation pessimiste.

Il faudrait au contraire réfléchir aux conditions qui permettraient aux personnes bénéficiant d'une vie plus longue de poursuivre leurs activités sociales, civiques - voire économiques. Les problèmes de financement, qu'on privilégie aujourd'hui, sont secondaires : ils ne sont qu'un moyen au service d'une politique qui consisterait, en l'occurrence, à adapter une société où l'on vit jeune plus vieux.

L'escroquerie intellectuelle tient aussi au fait qu'il n'y a pas de choc démographique : dans les prochaines années, le nombre de personnes de plus de 65 ans va augmenter de 0,26 % par an en moyenne.

Le phénomène est donc très limité, et une croissance qui se situe entre 2 et 3 % par an permet de financer les retraites sans grandes difficultés - même pendant les quelques années (2006-2010) où l'augmentation évoquée atteindra au maximum 4 %.

■ **Royaliste : Vous dénoncez aussi une escroquerie financière.**

Jacques Nikonoff : Oui, et pour deux raisons majeures.

Les fonds de pension seraient incapables de résoudre positivement le financement des retraites. D'abord, ces fonds feraient baisser les retraites : dans ce système, les cotisations versées à la caisse d'une entreprise en vue de financer les retraites font un détour par les marchés financiers - elles servent à acheter des actions et des obligations, et les retraites sont payées grâce aux revenus courants (intérêts, dividendes) et aux plus-values éventuelles de ces actifs financiers. Une adhésion aux fonds de pension provoquerait des achats massifs de titres, ceci à un moment où les prix des actions sont surévalués. Ces achats provoqueront un gonflement de la « bulle financière », qui est déjà énorme. Dans un premier temps, tout ira bien. Mais quand le nombre de retraités augmentera, nous assisterons à des ventes massives (pour payer les retraites) qui feront baisser le cours des actions. Les fonds de pension augmen-

teraient la fréquence et l'amplitude des crises financières : ce système constituerait donc un risque majeur pour ceux qui sont censés en être les bénéficiaires.

La création des fonds de pension provoquerait un transfert des risques boursiers de l'État et des entreprises vers les salariés et les retraités. L'adhésion au système qu'on nous propose sera facultative. Or tout système facultatif en matière de protection sociale est pervers :

Première perversion : la liberté d'adhésion est une liberté illusoire. Le caractère facultatif écarte les catégories populaires, qui n'ont pas les moyens de cotiser à un système facultatif. On voit là l'hypocrisie de ceux qui prétendent que les fonds de pen-

sion permettront de résoudre le problème des retraites. Ce problème se pose de manière aiguë pour les chômeurs et les travailleurs qui vivent avec de bas salaires. Pour ces millions de personnes, les fonds de pension sont interdits. Cela signifie que le système d'épuration sociale mis en place depuis bien des années avec le chômage et la précarité s'aggraverait de manière considérable.

Deuxième perversion : dans les systèmes obligatoires, il y a une solidarité interne au système, qui fait que les riches participent à la protection des plus démunis. Ce mécanisme de redistribution et cette solidarité n'existent pas dans les fonds de pension puisque seules les catégories aisées pourraient cotiser.

Troisième perversion : ce système accroît les inégalités. Aux États-Unis, considérés comme modèle, les fonds de pension sont un échec : en 1987, 53 % des salariés américains en faisaient partie, alors qu'on n'en compte plus que 40 % en 1995 ; je souligne aussi que seulement 6 % des petites entreprises américaines (moins de 25 salariés) ont un fonds de pension.

■ **Royaliste : Que pensez-vous des systèmes de capitalisation (Contrats Madelin, P.E.A.) qui existent déjà en France ?**

Jacques Nikonoff : Ces dispositifs sont nombreux, mais aucun n'a rassemblé plus de 10 % des destinataires potentiels, ce qui montre bien qu'un système facultatif n'est fait que pour les catégories aisées de la population.

J'ajoute que la création de fonds de pension retirerait de la masse salariale, donc de l'assiette du calcul des cotisations sociales, des sommes qui seraient dirigées vers le marché financier, ce qui réduirait encore plus l'assiette des cotisations. Il ne peut donc pas y avoir de complémentarité entre la capitalisation et la répartition - car l'expérience montre que le premier système « cannibalise » le second.

■ **Royaliste : Dès lors, pourquoi s'obstine-t-on à vouloir créer des fonds de pension ?**

Jacques Nikonoff : Il y a

des effets de mode : dans l'administration, il est de bon ton de... rester dans le ton.

Il y a aussi la pression forcée exercée par certains groupes, notamment par la Fédération française des sociétés d'assurances qui a déjà vu croître son chiffre d'affaires au fur et à mesure qu'augmentait la peur, engendrée par la campagne des grands assureurs, quant à l'avenir des retraites. Le fait que le président de cette fédération soit Denis Kessler, numéro deux du Medef et un ami intime de Dominique Strauss-Kahn, montre la puissance de ce groupe de pression.

Il y a enfin un argument électoral : la gauche ne peut pas diminuer les impôts des riches, car ses électeurs ne l'acceptaient pas. Comme, d'ailleurs, l'élection présidentielle se gagne au centre, Lionel Jospin voudrait attirer une clientèle aisée en instituant des fonds de pension qui permettront de réduire la pression fiscale sur les riches sans que cela se voie.

■ **Royaliste : Comment ?**

Jacques Nikonoff : La création de fonds de pension ne crée pas d'épargne : elle ne fait que déplacer celle qui existe déjà. Pour la déplacer il faut des avantages fiscaux, qui seront consentis aux catégories qui ont les moyens de participer au système des fonds de pension. Ce sont donc les catégories pauvres, qui ne participeront pas au système, qui compenseront les dépenses faites par l'État sous forme de carottes fiscales et qui paieront donc les retraites des riches !

■ **Royaliste : Les catégories aisées risquent-elles aussi d'être flouées puisque vous montrez que les fonds de pension sont des facteurs de crise financière.**

Jacques Nikonoff : En effet. Du point de vue macroéconomique, ils déstabilisent les marchés financiers internationaux. Les fonds de pension ont joué ce rôle néfaste dans toutes les crises récentes. Pourquoi ? Depuis un certain nombre d'années, on assiste à la renaissance des *konzerne* allemands, des trusts américains - plus généralement de conglomérats financiers d'une taille phénoménale. Quelques chiffres : en 1995, les fonds

de pension américains représentaient 5 000 milliards de dollars, autrement dit, ils pourraient acheter 1 800 entreprises de la taille d'Air France.

De fait, ces fonds américains, qui représentent 80 % du total mondial, détiennent 50 % du capital des plus grandes entreprises et le marché est devenu tellement petit pour eux qu'ils achètent et vendent entre eux les actions. Comme ils possèdent les mêmes capacités d'analyse financière, ils sont obligés de faire monter le marché afin d'obtenir des rendements artificiels, notamment par le biais de fusions et d'acquisitions qui ne répondent pas à une logique industrielle mais à une volonté strictement spéculative.

D'où des distorsions majeures sur le marché financier américain, mais aussi sur les marchés boursiers européens puisque les fonds de pension achètent massivement des titres sur notre continent : par exemple, ils détiennent 40 % des entreprises françaises cotées. Comme ces fonds de pension veulent obtenir des liquidités, ou réaliser une plus-value confortable, ils vendent tout aussi massivement leurs titres et se replient sur les États-Unis - sans se soucier des dégâts financiers et sociaux qu'ils provoquent. Sur le plan microéconomique, le *corporate governance* (qu'on traduit à tort par « gouvernement d'entreprise ») est un contrôle de l'entreprise par les fonds de pension, qui ont acheté un nombre déterminant d'actions et qui se fixent comme seul objectif la maximisation de la valeur boursière de l'entreprise en question. Ce qui se fait au détriment de l'activité industrielle de l'entreprise, par contraction de la masse salariale et par destruction d'emplois.

Pour les nations, pour les peuples comme pour les entreprises, les fonds de pension sont catastrophiques. Nous devons nous y opposer.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Jacques Nikonoff
« La Comédie
des fonds de
pension »

prix franco : 135 F.



◆ Financer les retraites : un prétexte fallacieux.

L'angoisse allemande

Il ne faut pas avoir peur de l'Allemagne, mais tenir pour redoutable la peur qu'elle suscite à nouveau. Comprendre enfin l'angoisse des Allemands, source d'une violence inouïe, c'est permettre à la France de nouer des relations amicales avec son énigmatique voisin.

Nous ne connaissons pas l'Allemagne, et nous ne voulons pas la voir. Preuve en est le débat franco-français sur le « danger allemand » qui se développe depuis la chute du Mur de Berlin. D'un côté, les rassurantes niaiseries sur le couple franco-allemand. De l'autre, les bouffées délirantes de ceux qui voient déjà les *panzers* aux portes de Paris. Dans les deux cas, un type d'argumentaire qui puise dans le même bain historique l'illusoire nécessité d'une indéfectible amitié sur fond européen, ou la fausse fatalité d'un antagonisme réactivé par l'unité teutonne.

Philippe Delmas échappe à cette pesante dialectique en démontrant que les deux attitudes sont dangereuses pour la paix en Europe. Il ne s'agit pas pour lui de prendre le point de vue de Sirius. Au contraire. Il plonge au plus profond de l'histoire de l'Allemagne et de la culture des Allemands pour nous permettre de mesurer le fossé qui continue de séparer les Gaulois et les Germains.

**Un fossé ?
Non, un abîme !**

Le fossé, ou plutôt l'abîme. Car tout nous sépare : la définition des mots (culture, civilisation), des concepts (l'État, la nation), la relation à l'histoire, la façon de s'inscrire dans la

géopolitique européenne. Philippe Delmas expose tous nos dissentiments et montre que les Français sont encore plus séparés des Allemands qu'ils ne le croyaient. Des deux côtés du Rhin, les nationalistes trouveraient dans son livre de nouveaux arguments si ce formidable travail d'élucidation ne provoquait pas un choc salutaire. Clarifier un désaccord, même et surtout s'il est quasi millénaire, c'est éviter les mauvaises querelles et, déjà, favoriser une mutuelle reconnaissance quant à la nature et aux enjeux du véritable conflit.

Ce conflit est très difficile à résoudre autrement que par la guerre, mais aucune guerre n'a jamais résolu ce conflit car il est d'ordre métaphysique : il porte sur deux manières, antinomiques, d'être ensemble. Depuis mille ans qu'elle existe, la France ne s'est jamais posée de manière tragique la question de son identité : l'État, les citoyens, la nation, le territoire forment un ensemble unifié et unifiant, qui participe de l'universel. Les Français sont donc dans une situation privilégiée car l'être de l'Allemagne est dans la séparation : particularismes au sein de l'Empire, « partition de l'âme » provoquée par la Réforme, extrême division politique après le traité de Westphalie. « L'Allemagne », écrit Philippe Delmas, n'est vraiment que l'assemblée

générale des Allemands » qui vivent au sein de communautés religieuses et locales.

L'angoisse allemande procède du caractère irréconciliable de cette Allemagne où coexistent de petites entités indépassables. Mais l'unité allemande ? Elle ne peut se faire sur un territoire jamais précisément délimité, du moins jusqu'à une date récente. Mais l'État allemand ? Il n'a rien à voir avec la nation allemande, qui ne sait pas ce qu'elle est et qui a cru ou croit encore qu'elle est partout où il y a des Allemands. De cette terrible angoisse existentielle, on ne se sort que par la guerre, et si la guerre ne suffit pas, par le totalitarisme et la terreur. Comme les Allemands ne pouvaient pas être comme les autres (comme les Juifs, peuple sans territoire mais indéfectiblement uni, comme les Français, si sûrs d'eux-même), ils ont follement voulu être eux-mêmes en éliminant les autres.

Une incapacité à être

Cela signifie que les autres (nous autres Français, notamment) sont partie prenante à la tragédie allemande, cause secondaire mais efficiente de leur incapacité à être. Nous croyons que l'histoire arrangera les choses (grâce à l'institution de la démocratie, à la prospérité économique, à la

construction européenne) et que l'horreur du nazisme servira de leçon. Mais Philippe Delmas nous dit que rien ne s'arrange. La culpabilité ouest-allemande à l'égard du nazisme se double maintenant d'une culpabilité est-allemande à l'égard du communisme et il n'y a toujours pas d'histoire unifiée des deux peuples dans l'enseignement. Un territoire réunifié et juridiquement défini existe depuis dix ans, mais les deux moitiés de l'Allemagne continuent d'être séparées par le niveau de développement économique, par la différence des conditions sociales, par la mémoire et de mutuels ressentiments.

« Une nation à contrecœur »

Plus généralement, l'État est fragile car sa bonne réputation tient au fait qu'il n'a pas connu d'épreuves, le mark (élément fondamental d'identification) est appelé à disparaître dans l'euro, et l'ultra-libéralisme est en train de détruire l'économie sociale de marché - autrement dit un élément majeur de la sociabilité allemande. Après avoir vécu de 1946 à 1989 avec une identité imposée du dehors, l'Allemagne reste « une nation à contrecœur » et les Allemands recommencent à avoir peur d'eux-mêmes.

La « mondialisation », la dé-construction européenne sous l'effet de l'ultra-libéralisme et les incantations n'y changeront rien : l'Allemagne est fragile, et elle redeviendra belliqueuse si nous la laissons seule face à son désarroi. Pour elle-même autant que pour l'Europe, la France doit aider l'Allemagne à devenir paisiblement elle-même. Philippe Delmas montre pourquoi et comment avec une intelligence aigüe de l'histoire, et une sympathie exempte de toute feinte pour un pays qu'il connaît intimement.

Yves LANDEVENNEC

(1) Philippe Delmas - « De la prochaine guerre avec l'Allemagne » - Odile Jacob, 1999 - prix franco : 129 F.

La force Castoriadis

Cornélius Castoriadis, dans le monde intellectuel français, a représenté pendant un demi siècle une étonnante exception. Nul ne fut plus révolutionnaire conséquent que lui, mais nul ne dénonça avec autant d'apreté la dégénérescence révolutionnaire. Nul n'adhéra plus que lui à l'esprit de Mai 68, mais nul ne fut plus sévère à l'égard d'un certain gauchisme. Surtout nul ne stigmatisa avec autant de colère la trahison libérale-libertaire d'un mouvement dont le sens premier était le contraire même de l'abdication aux lois du marché et à la logique de l'insignifiance. Jusqu'au bout, Castoriadis est demeuré fidèle à lui-même, insensible aux modes, polémiste d'autant plus féroce à l'égard de l'air du temps qu'il était le contraire d'un réactionnaire. Il est facile de le taxer d'utopiste alors qu'il était tout simplement exigeant à l'égard des hommes dont il ne pouvait penser qu'ils seraient inférieurs à leur génie créateur et à leur autonomie d'être responsables.

Mais cette exigence qu'il portait n'aurait eu aucune crédibilité si l'intellectuel n'avait pas manifesté cette force de mémoire, d'élaboration et d'innovation. La publication de plusieurs livres posthumes nous en apporte la preuve vivante. Je n'en retiendrai pour cette fois que le volume intitulé *Figures du pensable*, qui s'insère dans la suite des « Carrefours du labyrinthe », car il est tout à fait significatif de sa manière et de la diversité de ses pôles d'intérêt. Nous y retrouvons ainsi le Grec de naissance et de culture qu'il était, témoin, extraordinairement proche des textes fondateurs et capable de s'enchanter « de la polysémie indivisible des mots », ceux de la poésie et de la tragédie. Mais c'est le fond même de sa personnalité qui est ici en cause, car Castoriadis est resté, culturellement, philosophiquement, religieusement, l'Hellène qu'il fut toujours, conforme à ce qu'un Jean-Pierre Vernant ou un Pierre Vidal-Naquet ont pu nous apprendre de la Grèce de la haute époque. Précisément, ce dernier dans la préface d'un autre livre aussi intéressant *Sur le politique de Platon* peut écrire : « Décidément, Cornélius Castoriadis est bien venu à Paris, venant d'Athènes pour y être un « maître de vérité », maître d'une vérité qui ne voulait pas étouffer mais promouvoir la liberté ».

Cette idée de la liberté, il la trouve, en effet, chez Sophocle, comme « autocréation de l'homme ». Anticipation par laquelle l'homme se détache des dieux, qui chez Eschyle déterminent eux-mêmes l'humanisation. On saisit tout de suite l'enjeu philosophique d'une telle découverte. La liberté est à elle-même son propre principe et l'humanité est dotée de pouvoir de création qui garantissent son autonomie. A l'encontre de tous les pessimismes réactionnaires et des déterminismes qui enferment l'individu et la société dans un cadre tout fait, le philosophe affirme son prométhéisme et son humanisme révolutionnaire. La mise en cause d'une

par Gérard Leclerc



« anthropogonie », c'est-à-dire d'une conception où c'est le dieu qui commande à l'homme n'est évidemment pas innocente. Elle est implicitement polémique contre une conception de la création où Dieu ayant tout en main, il ne reste plus beaucoup d'espaces pour l'autonomie humaine. Il y aurait beaucoup à discuter là-dessus et notamment à propos de l'anthropologie biblique qui resta toujours étrangère au maître venu d'Athènes.

On ne saurait donc s'étonner que le philosophe ait donné dans « son système » une telle importance à l'imagination, qui fut toujours la parente pauvre de la philosophie. Par l'imagination la pensée se projette non seulement dans l'en avant, elle crée un monde nouveau et se détache des déterminations d'un monde ancien. La plus féconde des énigmes en histoire consiste dans l'apparition d'un autre monde, l'émergence d'une autre réalité. Ce qui fascinait Castoriadis c'était l'émergence radicale, en Grèce, de l'idée de Cité. « Qu'est-ce qui fait que, à un moment donné », comme on dit, en Grèce ancienne l'idée de la polis, ce que j'appelle la signification imaginaire sociale polis, la cité comme communauté/collectivité de citoyens responsables de leurs lois, de leurs actes et de leur destin, et tout ce qui va avec cette signification, émerge ? Toutes les

« explications » fonctionnalistes, économiques, « matérialistes historiques », ou même psychanalytiques sont impuissantes (et en vérité absurdes) devant cette émergence ». La tentation est, en effet, constante de vouloir faire naître le même du même, alors que le pouvoir créateur autonome permet qu'émerge le tout autre.

La notion de démocratie qui découle d'une telle anthropologie ne peut-être qu'ambitieuse. Castoriadis croit réellement à la citoyenneté et son ambition pour elle serait sans mesure s'il n'avait conscience que l'auto-fondation de l'homme et de la cité ne va pas sans limites que les hommes doivent s'imposer à eux-mêmes dans le mouvement de la socialisation. De ce point de vue, Castoriadis s'oppose sévèrement à tout un courant né de 68 qui prétend échapper aux

limites nécessaires et surtout aux processus d'humanisation. Le philosophe est psychanalyste. Autant la théorie que la pratique du clinicien lui ont appris qu'il n'était pas évident pour l'homme de sortir de son état monadique primal pour accéder à la liberté de l'individu en société. L'étape de l'éducation est indispensable et la tâche de l'éducateur redoutable, elle suppose même une vocation supérieure. Tout commence d'ailleurs dès la toute petite enfance et la fonction oedipienne s'avère indispensable avant que l'accès à la société soit possible. Castoriadis n'a pas une conception angélique de l'homme. Il connaît la difficulté d'échapper à la haine, aux tendances agressives et destructrices et à un masochisme qu'il définit comme « fondamental ».

Donc aucun idéalisme chez cet utopiste, qui connaît les conditions concrètes du vivre-ensemble et qui défend contre les libéraux et les individualistes les droits substantiels de l'homme, à l'encontre d'un formalisme juridique et philosophique abstrait. Je ne suis pas sûr que la démocratie selon Castoriadis soit pleinement applicable dans tous ses aspects, mais ce dont je suis certain c'est que la pensée qui l'inspire devrait être prise en considération par tous ceux qui prennent au sérieux la responsabilité du citoyen. D'ailleurs ce philosophe était un sage, il savait que pour faire bouger les choses il s'agissait d'abord de « tenter de se comporter et d'agir exemplairement » là où on se trouve. Car « nous sommes responsables de ce qui dépend de nous ».

Cornélius Castoriadis - « Figures du pensable - Les carrefours du labyrinthe (VI) » - Seuil - prix franco : 131 F.

Voir aussi « Sur le politique de Platon » - Seuil - prix franco : 123 F.

Un libre portrait

Personnaliste, fédéraliste européen, écologiste, l'écrivain suisse Denis de Rougemont est aux antipodes du courant national-républicain. Il illustre une pensée à la fois libre et traditionnelle.

A vons-le d'emblée, Denis de Rougemont appartient à mon panthéon personnel, au côté de Bertrand de Jouvenel, Philippe Ariès, Pierre Andreu et quelques autres que l'on regroupera sous l'étiquette commode de non-conformistes. Et, non-conformiste, il l'était sans aucun doute : il suffit pour sans convaincre de se rappeler les attaques ignobles quoique convenues - *Oh, le vilain fasciste !* - dont il fut l'objet dans « *L'Idéologie française* », ce concentré de bêtise produit par le Bosniais de Saint-Germain-des-Près, BHL la pose, le penseur entarté.

« *L'Amour et l'Occident* », alors réédité en 10/18, reste une des grandes lectures de notre adolescence, qui faisait comme un contrepoint subtil à l'« *Écoute, petit homme !* » de Wilhelm Reich ; l'éloge de l'Amour courtois répondait au plaidoyer pour l'accomplissement érotique, et nous imaginions un dialogue, platonicien bien sûr et impossible sans doute, entre Agapè et Éros. « *La Part du Diable* » fut le premier grand livre dénonçant les mécanismes du totalitarisme, bien avant que ce thème ne devienne le fonds de commerce quasi exclusif des stalinistes oubliés. Denis de Rougemont y ajoutant la dimension essentielle d'une interrogation sur le Mal dans l'Histoire. Et si nous n'avons découvert que très tardivement le « *Penser avec les mains* », nous y avons vu une critique de la société technicienne qui annonce les meilleures pages d'un Jacques Ellul (les deux

auteurs partageant d'ailleurs un même attachement à un protestantisme de révolte). D'autres titres encore mériteraient d'être cités, tel son « *Paysan du Danube* », dont Jacques Maritain se fait l'écho dans son « *Paysan de la Garonne* ».

Mais qui était Denis de Rougemont ? Christian Campiche en dresse un portrait tendre et cruel, sans méchanceté mais sans complaisance. Dans un style vif et précis, il souligne les vanités de l'écrivain, les contradictions de l'homme, ses faiblesses. Il dit les déconvenues qui blessent et les soutiens bienvenus, les petites lâchetés et les engagements courageux, les rencontres décisives et les déceptions du cœur. Loin du mythe, c'est un homme, un homme pleinement, qu'il nous décrit, et avec lui revit une époque essentielle pour comprendre notre temps : le Paris des non-conformistes des années 30, l'Amérique pendant la seconde guerre mondiale, les crispations de la Guerre Froide et les balbutiements de l'Europe unie. Et la Suisse, bien sûr.

Ce portrait peut être un préalable à la lecture de l'œuvre de Denis de Rougemont, une sorte de mise en perspective. Et pour les autres, ceux qui connaissent l'œuvre, ce sera l'occasion de découvrir l'homme qui se cache derrière l'auteur.

Patrick PIERRAN

Christian Campiche - « Denis de Rougemont, le séducteur de l'Occident » - Georg éditeur, 146 p. prix franco : 105 F.

Les Catilinaires

Non, la littérature contemporaine, bien que pas mal discréditée aujourd'hui, n'est pas morte ! Preuve en est ce roman, écrit avec une plume de talent, qui nous plonge au plus profond de l'âme humaine... de notre âme.

Juliette et Émile, mariés depuis quarante-trois années, s'aiment comme au premier jour. Ils n'ont pas d'enfants, ils se suffisent à eux-mêmes. Professeur de grec et de latin au lycée, c'est pour Émile la fin des classes : il part en retraite. Jour tant attendu de nos (jeunes) amoureux. Ils veulent finir leurs jours ensemble, rien qu'ensemble, baignant dans leur éternelle complicité, l'un près de l'autre. Leur décision est prise : pour fuir le monde, ils achètent une ravissante maison, la « Maison », perdue au fond des bois près du village des Mauves.

Enfin seuls... ou presque ; ils ont un voisin, un docteur paraît-il, monsieur Bernardin. Un jour, celui-ci vient leur rendre une petite visite de courtoisie. Étrange homme que ce monsieur Bernardin : triste, il ne parle quasiment pas, sa conversation se bornant à des « oui » ou à des « non ». Bref, un personnage énigmatique, impoli et parfaitement ennuyeux. Mais c'est alors que tous les après-midi, de quatre à six heures, monsieur Bernardin prend l'habitude de s'incruster dans la « Maison ». Commence ici un véritable cauchemar pour Juliette et Émile...

Aymeric DARAN

Ce qui frappe dans cet ouvrage, c'est cette dualité permanente dans l'écriture d'Amélie Nothomb, qui n'est

pas sans rappeler le style de son premier roman : *Hygiène de l'assassin* (1992). Elle décrit l'amour, les sentiments comme une plume vole au vent : avec douceur et légèreté. Puis tout à coups, la giflé ! Celle qui vous pique la joue de mille aiguilles. L'ange devient alors démon. De la douceur on passe à la meurtrissure, cinglante et impitoyable.

« On ne sait rien de soi » est la première phrase du livre et d'entrée de jeu nous voilà plongés dans le vif du sujet et dans ce qui est de plus vrai. Oui, on ne sait rien de cet autre moi qui se cache au plus profond de nous, attendant son heure pour se dévoiler, aussi incompréhensible que satirique.

Par cette comédie très noire, où l'humour est aussi tranchant qu'un rasoir, Amélie Nothomb nous fait explorer notre propre nature : sommes-nous vraiment ce que nous croyons ? Une chose est sûre, c'est qu'elle signe ici un excellent roman, peut-être son meilleur, ce genre de livre qu'on lit d'une seule traite. Ce n'est pas du Freud mais c'est tout aussi percutant !

Amélie Nothomb - « Les Catilinaires » - Ed. Le Livre de Poche, 1995 - prix franco : 25 F.

« Hygiène de l'assassin » - Rêd. Points Seuil, 1995 - prix franco : 40 F.

IMPLANTATION

La mise (ou remise) en route de l'activité de nombreux groupes de province s'accompagne d'une tournée de déplacements de Bertrand Renouvin qui sont une occasion de réunir les lecteurs de *Royaliste* et les sympathisants de la NAR. Ces rencontres permettent de faire le point, de confronter les analyses, d'envisager des actions concrètes et, tout simplement aussi, de faire connaissance de personnes qui partagent une même conception de la citoyenneté.

Calendrier :

Ile-et-Vilaine - B. Renouvin sera à Rennes le vendredi 10 décembre. Renseignements auprès du délégué départemental Didier Le Roué (02.99.68.73.29).

ILE-DE-FRANCE

**Réunion d'information
le samedi 11 décembre (15 h à 18 h)
dans les locaux du mouvement 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)
animée par Bertrand Renouvin**

La Nouvelle action royaliste :

- ◆ quelle est son analyse de la situation politique française, européenne et internationale ?
- ◆ quelle est sa pensée politique, a-t-elle un projet ?
- ◆ quelles sont ses principales propositions politiques, économiques et sociales ?

et surtout

- ◆ que peut le Nouvelle action royaliste ?
- ◆ quelle est sa stratégie, comment est-elle organisée et qui la soutient ?

Nous invitons tout particulièrement les nouveaux lecteurs à participer à cette réunion qui leur donnera les réponses aux questions qu'ils se posent.

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous **systématiquement** toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F. Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

A.A.M.F.

L'association des Amis de la Maison de France a tenu son assemblée générale le samedi 4 décembre. Après avoir observé une minute de silence à la mémoire et en hommage au défunt comte de Paris, les participants ont écouté et approuvé les rapports moraux et financiers présentés par le bureau qui a été reconduit par un vote unanime. Vint ensuite un débat sur une éventuelle dissolution de l'association pour fusionner avec l'Institut de la Maison royale de France que préside le comte de Paris. Ce projet fut repoussé à une écrasante majorité les participants estimant que les deux organismes exerçaient des activités complémentaires et avaient chacune leur spécificité propre. Enfin l'assemblée a pris la décision d'exclure Stéphane Bern, ancien président de l'association, en raison de la campagne qu'il mène contre la famille de France et de son ralliement à la cause des « Blancs d'Espagne ».

A l'issue de l'assemblée générale un déjeuner présidé par le comte de Paris rassembla adhérents et amis. Au cours de son allocution le Prince annonça son intention de recevoir à Amboise, en juin prochain, les royalistes des différentes organisations à l'occasion de son anniversaire.

Nous incitons vivement nos lecteurs à apporter leur adhésion à l'A.A.M.F. ce qui leur permettra de recevoir le bulletin trimestriel « *100 % royal* » et d'être informés des activités de l'association.

A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 15 décembre : Militant antifasciste, syndicaliste, résistant, **Maurice KRIEGLER-VALRIMONT** fut, au commandement national des FFI, un des chefs de l'insurrection parisienne de 1944. Député communiste de la Meurthe-et-Moselle sous la IV^e République, puis rédacteur en chef de « *France Nouvelle* », membre de la direction du Parti, avec lequel il rompt en 1960, notre invité (père de notre amie Blandine Kriegel) est plus qu'un acteur et un témoin privilégié : c'est une personnalité historique, qui a affronté les plus grandes épreuves sans rien renier de ses convictions. Il nous fait l'honneur de venir nous présenter ses « *Mémoires rebelles* ».

● Mercredis 22 décembre et 29 décembre : pas de réunion... Les réunions reprendront le mercredi 5 janvier.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Philippe et Mathilde

Comme il est agréable d'être, pour une fois, en accord avec la mode médiatique ! Le jeune roi du Maroc plonge les commentateurs dans le ravissement, et les reportages consacrés par les chaînes françaises de télévision aux visites de Philippe et de Mathilde dans les villes belges étaient empreints de vive sympathie. Le mariage du couple princier, le 4 décembre, a été présenté avec la même faveur. Pour élargir la perspective, des enquêtes sur le débat constitutionnel en Australie auraient été dignes d'intérêt, et la victoire des partisans de la monarchie méritait elle aussi des analyses approfondies.

Les carences du système d'information mondialisé, qu'on célèbre à tout bout de champ, ne sauraient atténuer la force du constat : quels que soient le continent, la sociologie et les pratiques religieuses du pays considéré, la monarchie est populaire, la royauté est aimée. Le fait nous est agréable, mais c'est le regard des autres qui ajoute du crédit à nos convictions. Bien entendu, nous n'avons pas la naïveté de croire que les médias propagent en toute connaissance de cause une idée rigoureuse de la monarchie. Ils jugent les personnes royales et princières selon leurs propres critères - jeunesse, beauté, modernité. Ils présentent plus souvent les princes mondains que ceux qui, tels Dom Duarte du Portugal ou Margarita de Roumanie, servent leur pays avec une discrète efficacité. Ils peuvent changer une divinité olympienne en bouc émissaire pour maintenir ou élargir leurs

satanées « parts de marché ». Cela dit, le commentaire médiatique du mariage de Philippe et Mathilde était riche de signification politique puisque la dynastie belge nous a été présentée comme le fondement et l'ultime garant de l'unité de cette nation profondément divisée, affaiblie, ébranlée par trop de querelles, de scandales et de tragédies. Dès lors, qui peut soutenir que la monarchie est une survivance folklorique ? Qui peut prétendre que la symbolique royale ne



séduit que les midinettes ? Comment affirmer que, dans le monde moderne, les rois ne servent pas à grand-chose ?

Rien de plus concret que la symbolique politique lorsqu'elle réunit dans la douleur d'un enterrement, dans la joie d'un avènement, dans la promesse de fiançailles, tout un peuple qui prend ou reprend conscience de lui-même, qui retrouve confiance en l'avenir commun. Ceci de manière plus sensible, plus immédiatement intelligible et plus assurée que lorsqu'il faut se contenter des discours ministériels, des accords entre partis et des promesses de candidats. La monarchie royale n'annule

pas plus la vie démocratique qu'elle n'évite au peuple de connaître de terribles épreuves. Mais elle apaise sans étouffer et donne, presque toujours, la possibilité de sortir de la crise.

L'hommage des médias français à la symbolique de l'unité est touchant. Les campagnes anti-monarchiques sont encore plus significatives. En Grande-Bretagne et dans le Commonwealth on sait qu'elles sont animées par R. Murdoch, figure emblématique du magnat capitaliste. En Belgique, c'est l'extrême droite flamande qui affirme violemment sa volonté de détruire la monarchie, afin d'imposer le principe ethno-linguistique que défendent par ailleurs quelques séparatistes wallons. Il est scandaleux que ces derniers soient soutenus par le Mouvement des Citoyens et par le Rassemblement de MM. Pasqua et de Villiers, qui se rejoignent dans un néo-bonapartisme imbécile et dangereux. La victoire des ethnicistes créerait une situation de guerre civile chez notre voisin et favoriserait, en France et partout en Europe, les mouvements séparatistes qui profitent de la logique européenne et des désarrois provoqués par la « mondialisation ».

Pour la France, pour toutes les nations européennes, l'avenir de la royauté en Belgique ne saurait être seulement envisagé sur le mode affectif ou par préférence politique. L'unité du royaume belge est une des conditions de notre propre unité, la pérennité de la Belgique, tel que le mariage de Philippe et Mathilde permet de l'espérer, sont facteurs d'équilibre et de paix en Europe de l'Ouest. C'est selon cet exemple que nous pouvons concevoir l'union politique de notre continent - celle qui résultera de la coopération entre nations souveraines et de l'amitié entre les peuples rassemblés autour d'autorités légitimes, incarnant pleinement l'identité de chaque collectivité historique.

Bertrand RENOUVIN